

# Quand la Suisse malmenait les

Martin Krebs est le nouveau nonce apostolique en Suisse, information qui n'a occupé que quelques lignes dans les médias. Il y a cent ans, la nomination du représentant du Vatican dans notre pays faisait plutôt la une: il n'y en avait alors pas eu depuis plus de quarante ans, rappelle le livre *Le pape et le Conseil fédéral*.

A son arrivée à Genève en 2018, le pape François est accueilli, comme tous les chefs d'Etat, par le président de la Confédération, Alain Berset cette année-là.



Keystone

Trop c'est trop pour le Conseil fédéral. Le 12 décembre 1873, il rompt ses relations diplomatiques avec le Vatican: «Nous ne voulons plus de Nonciature, et nous ne recevons plus de Légat, ni Nonce, ni Chargé d'affaires», écrit, radical, le président Paul Ceresole. Pie IX a dépassé les bornes en condamnant, dans son encyclique *Etsi multa luctuosa* sur l'obligation de croire à l'Eglise, la politique de plusieurs cantons à l'endroit de l'Eglise.

La Suisse vit alors l'apogée de son *Kulturkampf*, époque de tensions entre conservateurs et tenants du libéralisme politique. Epoque où les catholiques sont victimes d'une «persécution ouverte», dénoncent les évêques.

## GENÈVE, UN DÉTONATEUR

Deux hommes d'Eglise en font en particulier les frais: Gaspard Mermillod et Eugène Lachat. Le premier est nom-

mé vicaire apostolique à Genève, un scandale pour les autorités d'un canton où aucun évêque n'a résidé depuis la Réforme. Elles obtiennent son expulsion par le Conseil fédéral et le religieux est conduit à la frontière française par les gendarmes. Le second, évêque de Bâle, accusé de prendre trop au sérieux le nouveau dogme de l'infailibilité pontificale et de ne pas être un bon citoyen, est tout simplement déposé par les cantons radicaux de son diocèse et contraint de se réfugier à Lucerne.

Cela valait bien les critiques de Pie IX. Dont la mort, cinq ans plus tard, n'émeut pas le Conseil fédéral. «Aucun message de sympathie n'est adressé au Saint-Siège», constate Lorenzo Planzi, auteur de *Le pape et le Conseil fédéral*, ouvrage paru l'an dernier à l'occasion du centenaire de la restauration des relations diplomatiques entre les deux Etats. Le pape suivant,

Léon XIII, annonce lui-même son avènement au gouvernement suisse, sans effet dans un premier temps. Il faut l'intervention de l'ambassadeur de Suisse en France pour qu'il soit répondu à sa missive.

Ces courriers sont l'occasion de quelques passes d'armes: Léon XIII regrette la situation «déplorable» de la religion catholique en Suisse; le Conseil fédéral lui rétorque qu'elle jouit de la même liberté que les autres «sous la seule réserve que les autorités ecclésiastiques n'empiètent ni sur les droits et compétences de l'Etat ni sur les droits et libertés des citoyens». Mais cet échange est déjà un premier pas, souligne l'historien tessinois.

## FRIBOURG RÉCONCILIATEUR

Son canton et Fribourg jouent un rôle important pour apaiser la situation. Fribourg devient la résidence du nouvel évêque de Lausanne et Ge-

# catholiques et la papauté



Wikipédia



Wikipédia

nève qui n'est autre que... Gaspard Mermillod, dont le Conseil fédéral autorise le retour dans un souci de paix. L'Eglise, de son côté, supprime le vicariat de Genève. Mgr Mermillod sera plus tard créé cardinal, ce qui lui vaudra une réception par le Conseil fédéral et un banquet de treize plats allant de la truite à plusieurs desserts en passant par le foie gras, le homard et les cailles.

La fondation de l'Université de Fribourg montre, en 1889, qu'il est possible de s'entendre: si elle est tenue par le canton, le général des dominicains garde la main sur la nomination des professeurs de théologie. «Elle est la principale conquête du pontificat de Léon XIII, précise Lorenzo Planzi. Elle traduit aussi son désir de reprendre contact avec le monde contemporain et celui des catholiques d'avoir leur propre université, avec le soutien des protestants.»

Quant au Tessin, il est au cœur d'une *combinazione*. Sans réel statut, ne dépendant plus d'aucun diocèse sans toutefois en constituer un, il est rattaché en 1888 à celui de Bâle avec, comme administrateur apostolique, Eugène Lachat, ce qui permet de nom-

mer un autre évêque. Cela ne se fait pas sans contacts discrets entre le Tessin, la Confédération et le Vatican. L'opération prend même des allures de roman d'espionnage, Rome envoyant dans le plus grand secret un jeune prêtre sonder les opinions. Sans soutane, il adresse des télégrammes codés au Saint-Siège, désigné par le mot «bibliothèque» – le pape est «Roméo», le clergé «l'arsenal», la Confédération «le Duché». En outre, «le Saint-Siège a toujours eu des informateurs qui le tenaient au courant de la situation politique en Suisse», souligne Lorenzo Planzi. Qui ajoute que Rome se reposait davantage sur des informateurs laïcs que sur les évêques, partagés entre leur fidélité à la Suisse et au Vatican.

## REPRISE BIENVENUE

La mort de Léon XIII apporte un coup de froid aux échanges officiels entre les dirigeants suisses et Rome. La correspondance diminue durant le pontificat de Pie X (1903-1914), qui condamne le modernisme et s'in-

terroge sur l'orthodoxie de l'Université de Fribourg. Il faudra l'élection de Benoît XV, qui se soucie davantage de diplomatie, et la Première Guerre mondiale pour rapprocher les deux Etats.

Dans la préface de *Le pape et le Conseil fédéral*, le cardinal secrétaire d'Etat Pietro Parolin se dit heureux de souligner que «ce fut sous le signe de la charité qu'a été repris le chemin du retour aux relations diplomatiques entre la Suisse et le Saint-Siège». Le Conseil fédéral propose aux gouvernements français et allemand de servir d'intermédiaire pour l'échange de prisonniers gravement blessés, une proposition qui reçoit l'appui du Vatican. Lui-même cherche à faire soigner ces militaires en terrain neutre et se tourne vers la Suisse avec succès.

## Léon XIII regrette la situation «déplorable» de la religion catholique en Suisse.

«Il y a bien sûr une nouvelle génération d'élus, plus conciliants, plus modérés. Mais c'est vraiment la guerre qui crée l'union face au danger», souligne Lorenzo Planzi. C'est bien dans le contexte de cette coopération humanitaire que Benoît XV informe, en 1918, le chef de la diplomatie suisse de son désir de renouer des relations diplomatiques stables. Son interlocuteur est le catholique Giuseppe Motta, président de la Confédération en 1915 et en 1920: cette année-là, le Tessinois parvient à convaincre tous ses collègues d'ouvrir une nonciature à Berne. Au Parlement, les conservateurs appuient unanimement le projet, tout comme les radicaux. Ce qui permet à la *Berner Tagblatt* d'annoncer «la fin du *Kulturkampf*». ■ Jérôme Favre

**Lorenzo Planzi**, *Le pape et le Conseil fédéral*, Armando Dadò Editore, 320 pages (trilingue).

De g. à dr.  
Le conseiller fédéral Giuseppe Motta a fait beaucoup pour convaincre les radicaux de rétablir le dialogue avec Rome.

La Première Guerre mondiale rapproche la Suisse et le Vatican, amenant Benoît XV à vouloir officialiser leurs relations.

